

De quelques aspects de la mondialisation des échanges.

Leila Sadmi*

ملخص :

تحتل ظاهرة العولمة مكانا هاما في النقاشات الاقتصادية؛ فبعض الجهات (كأنصار النظرية البديلة) تنسب لها العديد من المشاكل (كالبطالة والفقر والفوارق وكذا تدهور الظروف البيئية...) سواء في بلدان الشمال أو الجنوب. يسعى هذا المقال إلى التركيز على جانب من العولمة يتمثل في المبادلات (أو العولمة التجارية). إذ يبدو الاقتصاد العالمي يظهر في بداية القرن الحادي والعشرين في مظاهر تختلف بصفة دقيقة عن القرن الماضي. وهكذا تم إدماج الاقتصاديات التابعة للكتلة السوفيتية سابقا وبعض الاقتصاديات النامية مثل الهند والصين في حركة (ديناميكية) المبادلات العالمية.

إن تنظيم و طبيعة النشاطات الاقتصادية قد تغيرت جذريا بفعل التقدم التكنولوجي وتطور تكنولوجيات الإعلام والاتصال الجديدة.

وقد نتج عن كل هذا بعض الخصائص المهيمنة (جديدة في بعض الأحيان) في المبادلات العالمية و تطورات في التقسيم الدولي للعمل و في تنظيم الاقتصاد العالمي، فهذه الجوانب من العولمة هي التي سنحاول تحليلها في هذا المقال.

* Maître assistant, Faculté des sciences Économiques et des Sciences de Gestion, Université d'Alger.

Résumé :

Le phénomène de mondialisation semble occuper une place de choix dans les débats. Certains (les alter mondialistes) lui attribuent souvent beaucoup de maux (chômage, pauvreté, inégalités, dégradation environnementale ...) aussi bien dans les pays du Nord comme du Sud. Dans cet article nous nous intéresserons à la mondialisation des échanges (ou mondialisation commerciale). En ce début du XXI^e siècle l'économie mondiale se présente sous des traits sensiblement différents du précédent. L'intégration des économies de l'ex-bloc soviétique et de certaines

nations émergentes comme l'Inde et la Chine dans la dynamique des échanges mondiaux ont engendré un déséquilibre global entre l'offre et la demande globale. L'organisation et la nature des activités économiques ont été profondément modifiées par le progrès technologique et le développement des nouvelles technologies d'information et de communication. Il s'en est suivi des traits dominants (parfois nouveaux) des échanges mondiaux et des évolutions (modifications) dans la division mondiale du travail et l'organisation de l'économie mondiale. Ce sont ces aspects de la mondialisation que nous tenterons d'analyser.

INTRODUCTION :

La mondialisation commerciale¹ désigne l'accélération des biens et services rendues possibles par la levée progressive des obstacles (ou libéralisation des échanges) d'abord depuis 1947 dans le cadre du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) puis de l'OMC (organisation mondiale du commerce).

1. Les traits dominants des échanges commerciaux :**1.1. CROISSANCE DES ECHANGES ET INTERDEPENDANCES DES ECONOMIES:**

L'analyse globale de l'évolution du commerce sur une longue période allant de 1950 à 2006 montre que depuis le début du XIX^e siècle en dehors de la période de l'entre deux guerres marquée par la crise des années 30, le commerce mondial a augmenté plus vite que la production mondiale et les échanges ont cru environ trois fois plus vite que la production depuis les années 50². Le commerce extérieur a de ce fait entraîné une croissance de l'économie mondiale. De cette tendance il en a résulté le constat suivant: tous les pays pratiquement sont de plus en plus ouverts sur l'extérieur entraînés par le mouvement de la mondialisation. Le profil commercial de la mondialisation consiste en une intensification des interdépendances des nations que l'on peut schématiquement mesurer par deux ratios³ :

- le coefficient de dépendance, rapport entre les importations et le PIB qui exprime la dépendance du pays relativement aux approvisionnements externes.
- le coefficient d'ouverture sur l'extérieur, rapport entre les exportations et PIB qui mesure la dépendance du pays relativement aux débouchés extérieurs.

1.2. Polarisation des échanges :

L'analyse de la répartition géographique du commerce mondial des marchandises laisse apparaître deux faits :

- d'une part les échanges se concentrent autour de trois zones économiques que l'on appelle Triade composée des pays d'Amérique du Nord, de l'Europe, et de l'Asie
- d'autre part la balance commerciale par région révèle des déséquilibres dans les échanges internationaux.

La polarisation des échanges est très nette, les trois régions assurent 85 % du total des exportations et une partie importante est constituée d'échanges entre pays de la même zone – leurs ventes aux pays en développement reste faible, ne représentant que moins de 20 %.

L'Europe (dont l'union européenne) représente de loin le principal pôle de commerce international de marchandises puisqu'il est à l'origine, ou la destination de près de 40 % des échanges

internationaux. Ceci est dû en grande partie à l'importance des échanges intra zone qui témoigne de l'intégration des différentes économies européennes favorisée par la mise en place du marché commun.

Le pôle asiatique (intégrant la chine) représente la seconde zone principale du commerce international. Les nouveaux pays industrialisés (NPI) qui ont axé leur développement sur une insertion rapide dans la division internationale du travail joue un rôle important dans la dynamique des échanges. La forte compétitivité de cette zone sur un nombre limité de biens (automobile, électronique...) leur permet d'afficher un confortable excédent de leur balance commerciale.

En ce qui concerne les échanges entre zones, celles-ci sont devenues très importantes entre l'Amérique du Nord et l'Asie que ceux avec les pays de l'Europe. La progression des pays d'Asie est due en partie au Japon qui occupe en 2006 les dix premiers rangs des principaux exportateurs et importateurs dans le commerce mondial, et des autres nouveaux pays industrialisés d'Asie.

La polarisation des échanges nous enseigne également que dans leur ensemble les pays développés commercent principalement entre eux, alors que les pays du sud commercent surtout avec le nord et relativement peu entre eux⁴. Une part importante des échanges des pays composant la triade se fait avec des pays émergents.

La répartition géographique de ces échanges révèle que les États-Unis sont plus orientés vers l'Amérique Latine et l'Asie alors que l'Union Européenne l'est davantage avec les pays Européens en transition et accessoirement vers l'Afrique.

1.3. Tertiariation des échanges :

La tertiarisation⁵ croissante des économies des pays industriels a conduit les échanges de services à prendre une part croissante dans le total des échanges internationaux et ce d'autant plus qu'une partie de ces échanges de services sont directement liées aux exportations et aux importations de marchandises (transport, assurance) : les exportations de services ont quadruplé entre 1980 et 2002 passant de 400 milliards de dollars à 1600 milliards de dollars. En 2006 les échanges de services représentaient 2700 milliards de

dollars contre 1200 milliards de dollars pour les autres marchandises ce qui représente une variation de 11 % par rapport à l'année 2000. Ainsi, l'évolution du commerce mondial laisse apparaître une évolution importante des échanges de services comme le montre le tableau 1 suivant⁶

Tableau 1 : Commerce mondial des services commerciaux par région (2000-2006)

(Variation annuelle en pourcentage)

Exportations				Importations		
2000-06	2005	2006		2000-06	2005	2006
11	11	12	Mondes	10	11	11
6	10	9	Amérique du nord	7	9	10
8	18	13	Amérique du sud et centrale	7	21	14
12	9	11	Europe	11	9	10
12	9	11	Union européenne (25pays)	11	8	10
19	20	23	Communauté d'Etats indépendants (CEI ⁶)	20	19	16
13	12	11	Afrique	14	21	13
12	14	14	Moyen orient	13	19	16
12	15	17	Asie	10	12	14

Source: OMC – rapport 2006 – page 8

Les évolutions dans le commerce des services sont liées d'une part à la tertiarisation des économies et à la libération récente des échanges des services au sein de l'organisation mondiale du commerce.

Les principaux pays exportateurs de services sont les mêmes que pour les échanges internationaux de marchandises et les membres du G7 représentent là aussi près de 50 % des échanges internationaux de services.

Les échanges de services peuvent prendre diverses formes dont l'externalisation de certains services. Cette dernière explique pour partie l'intensification de ces échanges. Les principales catégories de

services externalisés vers les pays en développement sont : les activités de type saisie et conversion de données, la gestion des relations avec la clientèle par communication vocale, services informatiques en ligne, les services de télétravail nécessitant une interaction directe avec client, divers services de recherche et d'ingénierie.

Il est difficile de se faire une idée précise de l'ampleur de l'externalisation dans le domaine des services car il n'existe pas de données fiables en la matière. Toutefois l'externalisation informatique, logistique et administrative demeure un phénomène limité et sans commune mesure avec l'externalisation industrielle.

Par ailleurs, on assiste aujourd'hui à la pénétration des pays émergents dans le marché des services : En volume si les grands pays industriels, États Unis, Allemagne, et Japon sont les principaux externaliser de services il n'en demeure pas moins que les grands pays émergents tels que l'Inde et la Chine ne sont pas loin derrière. L'Inde continue à afficher d'excellents résultats dans le domaine des services reposant sur les technologies de l'information et l'externalisation des fonctions de l'entreprise.

1.4. Régionalisation croissante des échanges :

La dernière décennie a été marquée par la prolifération d'accords commerciaux régionaux (ACR) ⁸, il s'agit d'accords préférentiels regroupant un nombre limité de pays que ceux-ci soient géographiquement proches ou non. Ces accords peuvent regrouper des pays en développement, mais aussi des pays en développement et des pays industrialisés ou encore exclusivement des pays développés.

La diversité de ces accords est immense, que ce soit du point de vue de leur contenu ou de leur couverture géographique. Aujourd'hui plus de la moitié du commerce mondial se fait dans le cadre de ces ACR (soit environ 6300 milliards de dollars) – A la fin de l'année 2006 le nombre total de ces accords avoisinait les 200 (accords conclu et ceux en voie de conclusion).

Le tableau 3 suivant donne une idée de l'importance que prennent les échanges dans le cadre des principaux accords commerciaux régionaux de type Union européenne (UE), ALENA, ANASE...

Tableau 3 : Commerce de marchandises dans le cadre des divers accords commerciaux régionaux
(en milliards dollars)2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Union européenne (25)</u>							
Exportations totales	2437	2452	2618	3124	3729	4026	4532
Exportations intra	1645	1650	1764	2125	2523	2692	3050
Exportations extra	792	802	854	999	1206	1334	1482
Importations totales	2560	2525	2646	3179	3807	4165	4749
Importations intra	1640	1644	1755	2115	2523	2692	3051
Importations extra	920	881	891	1064	1284	1473	1698
<u>ALENA</u>							
Exportations totales	1225	1148	1105	1163	1324	1479	1678
Exportations intra	682	637	626	652	739	824	902
Exportations extra	543	510	480	511	585	655	776
Importations totales	1678	1570	1591	1715	1996	2271	2525
Importations intra	664	620	609	632	705	782	855
Importations extra	1014	950	982	1083	1291	1489	1670
<u>ANASE</u>							
Exportations totales	432	388	407	475	568	655	770
Exportations intra	104	91	95	116	145	167	193
Exportations extra	328	297	312	359	423	488	577
Importations totales	380	347	365	410	511	601	685
Importations intra	89	78	86	97	113	138	158
Importations extra	291	269	279	313	398	463	527

Source : OMC – rapport 2006 -Page18

L'Union Européenne en 2005 regroupait 25 pays qui sont :

L'Allemagne, Autriche, Belgique, chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume Unis, Slovaquie, Slovénie, Suède, République Tchèque.

L'ALENA :ou accord de libre échange des pays d'Amérique du Nord,les Etats Unis, Canada, Mexique.

L'ANASE : ou association des états du sud Est asiatique regroupe les pays suivants : philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge.

La lecture du tableau précédent nous permet de faire les constats suivants :

- en tête de liste de ces accords commerciaux régionaux se trouve l'Union Européenne à 25 pays avec une valeur des exportations de 2437 milliards de dollars en 2000 évoluant à 4532 milliards de dollars en 2006 soit près du double- De même, les échanges intra-zones ont fortement évolués passant de 1645 milliards de dollars à 3051 milliards représentant environ 67 % des échanges.
- L'ALENA voit aussi ses échanges augmenter passant de 1225 milliards de dollars en 2000 à 1678 milliards en 2006 mais d'une proportion moins importante par rapport à l'Union Européenne – La moitié des échanges soit 902 milliards de dollars se fait entre les pays de l'ALENA.
- Pour l'ANASE, bien que les échanges de ce groupe aient évolué passant de 432 milliards de dollars en 2000 à 770 milliards, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de ces échanges se fait en dehors de la zone soit 577 milliards de dollars en 2006.

2. MODIFICATION DES ECHANGES COMMERCIAUX:

Depuis la décennie 1980 la dynamique de la mondialisation des échanges a été favorisée par l'accélération de l'innovation dans le domaine des technologies de l'information et des communications (Tic) et a entraîné les pays à rechercher de nouvelles formes de compétitivité à travers des processus de fragmentation internationale des chaînes de valeur (ou fragmentation des processus productifs). Depuis l'année 2000 ces modifications vont se combiner avec l'arrivée de nouveaux acteurs la Chine et l'Inde pour définir une nouvelle géographie des échanges.

2.1 . Impact des Tic :

Nul ne conteste le potentiel considérable des technologies en tant que catalyseur du développement économique et social. La déclaration des principes de Genève adoptée en 2003 lors de la première partie du sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) mentionne à propos des Tic « qu'elles devraient être considérées comme un moyen et comme une fin en soi. Dans des

conditions favorables, elles peuvent être un puissant outil, accroissent la productivité, stimulant la croissance économique, favorisant la création d'emplois et d'employabilité et améliorent la qualité de vie de tous »⁹

Les Tic ont tout d'abord permis une interconnexion quasi totale des marchés : En effet la chute des prix des télécommunications, du traitement, du stockage et de la diffusion a permis de repérer et de conclure des opportunités commerciales dans le monde entier, de coordonner des opérations menées dans des endroits lointains ou de commercialiser en ligne des services auparavant non commercialisables à l'échelle internationale.

Les innovations dans l'informatique et les télécommunications ont donc réduit les coûts de nombreuses transactions, nationales et internationales.

Ces évolutions en réduisant les distances ont permis d'organiser différemment la production et ont rendu possible l'émergence de nouveaux types d'échanges réalisés par la recherche de nouvelles formes de compétitivité.

2.2. Les formes nouvelles de compétitivité :

L'insertion dans les échanges internationaux a pour contrepartie la spécialisation et la nécessité de rester compétitif. Cette recherche de la compétitivité repose pour les entreprises sur un effort d'innovation et sur l'intégration du progrès technologique indispensables pour la conquête ou la protection des parts de marché. A ce niveau il est important de distinguer la compétitivité prix et la compétitivité hors-prix ou structurelle ou encore appelées formes anciennes et formes nouvelles de la compétitivité.

-La compétitivité prix :

La compétitivité prix¹⁰ est celle qui s'exprime dans la hiérarchie des prix au sein d'une même branche et représente la dimension la plus connue de la compétitivité internationale.

Elle intègre les coûts de production et leur structure autrement dit les possibilités de produire à coûts plus faibles que ses concurrents.

Cependant l'observation des tendances du commerce international à long terme montre que la compétitivité prix ne permet pas de rendre compte précisément de la géographie des performances commerciales internationales. Certains pays ont ainsi des avantages

en termes de coûts et de prix relatifs sans enregistrer des excédents en rapport avec ces avantages. D'autres, à l'inverse peuvent avoir des prix et des coûts plus élevés et accumuler des excédents tout en attirant capitaux et producteurs étrangers. Ce phénomène est qualifié de "compétitivité hors-prix" ou compétitivité structurelle.

- Compétitivité hors prix :

La compétitivité hors-prix¹¹ ou structurelle fonde son efficacité sur une qualité supérieure du produit liée à son mode de production. Ceux sont les économistes "spatialistes" qui se sont intéressés à la relation entre firmes et territoires. La démonstration proposée conduit à établir que la recherche de l'efficacité productive pousse les entreprises à privilégier comme lieux de localisation, les territoires ou pays offrant des attraits sous l'angle de la qualité de la main d'œuvre, l'état des infrastructures, et à délaisser ceux qui présentent les avantages compétitifs classiques de nature sociale ou fiscale.

Ce qui importe pour une entreprise, comme pour une économie dans son ensemble ce n'est pas la performance des facteurs travail ou capital considérés isolément mais la qualité de la combinaison des facteurs, c'est à dire la qualité de l'organisation l'emporte sur leur performances et leur coûts relatifs.

Dans le cadre actuel de la concurrence internationale, la compétitivité structurelle est de plus en plus importante. La recherche de ce type de compétitivité se retrouve à travers ce qu'on appelle la fragmentation des processus de production ou décomposition internationale des processus productif (DIPP)¹².

2.2.1. Fragmentation des processus productifs :

Ce phénomène s'est développé à partir de 1990 et a entraîné un essor des échanges de produits intermédiaires En quoi consiste-t-il ?

Concrètement, la fragmentation signifie qu'un bien donné (automobile ou ordinateur par exemple) incorpore des composants produits dans les différents pays. Le partage de la production entre différents pays est rendu possible par les progrès des Tic, et en particulier par l'abaissement des coûts des services permettant de

relier entre eux les divers blocs de production. Selon que le processus débouche sur le transfert d'un segment de la production à l'étranger ou sur le recours à un opérateur étranger, on parlera de délocalisation ou de sous traitance à l'étranger.

Certes, ni les délocalisations ni l'externalisation ne sont des pratiques nouvelles. Ce qui est toutefois nouveau, ce sont d'une part les modalités et l'ampleur du phénomène et d'autre part la nature des activités concernées.

Aujourd'hui la fragmentation (ou décomposition) du processus productif apparaît de plus en plus fine: ce sont en effet des segments de ce processus qui font l'objet de délocalisation et de sous-traitance et non plus des activités qui sont transférées en bloc à l'étranger.

La multiplication des étapes de production permet la participation d'un plus grand nombre de partenaires et donc de pays en fonction des avantages respectifs de chacun d'entre eux. Toutefois il y a lieu de signaler que les secteurs industriels ne se prêtent pas tous à une segmentation et les échanges de produit intermédiaires, pièces détachées et composant qui résultent de la fragmentation sont concentrés dans un nombre limité de secteurs (équipements informatique et de télécommunication ou encore pièces détachées et accessoires automobiles, circuits électroniques, pièces et accessoires pour ordinateurs, unités centrales, récepteurs de télévision et de radio...)

Ainsi la profonde modification de la nature des échanges entraîne une croissance des échanges des produits intermédiaires. Le taux de croissance de ces échanges a excédé celui du reste du commerce. Les produits les plus dynamiques c'est à dire dont la croissance des échanges a été la plus forte sont ceux liés aux tic (microcircuits électroniques pièces et accessoires pour ordinateurs, unités centrales, récepteurs de télévision et radio, pièces et accessoires de télécommunication...)

2.3. Nouvelle géographie des échanges :

On assiste à une nouvelle géographie des échanges avec le phénomène de fragmentation des processus de production et la participation de plus en plus importante des pays en développement

ou "pays émergents" aux échanges mondiaux. Outre le secteur électronique qui se prête particulièrement à la fragmentation du processus de production et qui a vu la participation croissante de certaines Economies du Sud-est asiatique. Le secteur textile a également fait l'objet de recomposition substantielle en particulier en Europe. Alors que les délocalisations vers les pays à bas salaire ne concernaient initialement que l'aval de la production (filature et tissage par exemple) pourtant plus capitalistique et moins intensif en main d'œuvre, nombres d'entreprises textiles européennes ont réorganisé leurs circuits de production en s'implantant au Maghreb ou dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, ou en Asie. Dans ce secteur les pays Européens se concentrent désormais plutôt sur les activités de design, de négoce et de distribution.

Ainsi les structures d'interdépendances entre les économies industrialisées et les économies en développements ont eu tendance à se complexifier avec une concentration des activités à forte valeur ajoutée et forte intensité en recherche et développement (biotechnologie, aérospatial, nucléaire civil etc....) dans les premières et l'essentiel des activités manufacturières dans les secondes. On parle d'une nouvelle division internationale du travail (DIT) ou un grand nombre de pays en développement s'oriente vers des productions manufacturières fortement consommatrices de main d'œuvre alors que les pays industrialisés se redéployent vers des activités à haute technologie. En fait les pays industrialisés délaissent les activités héritées du 19^e siècle et globalisent leurs activités en sous-traitance internationale dont s'emparent les pays en développement les mieux placés du point de vue de la compétitivité hors-cout.

Le commerce mondial aujourd'hui reste un commerce hiérarchisé : Les échanges commerciaux sont concentrés dans les pays de la Triade : les Etats-Unis, l'Europe et le Japon représentent 70% du commerce international et 2/3 des échanges commerciaux entre eux. Chacun d'eux polarise une zone d'influence privilégiée :

- USA avec le Canada et le Mexique

- Japon avec :

- les NPI de la première génération (ou 4 dragons) : Singapour, Corée du Sud, Hong Kong, Taiwan.
- les NPI de la deuxième génération (bébés tigres) : Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines.

- la Chine

-L'Europe avec aujourd'hui 27 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Les pays développés présentent une spécialisation qualifiée de <<diffuse¹³>> car leurs importations et leurs exportations sont largement diversifiées. Les échanges croisés de produits similaires qui portent sur des biens que le pays importe ou exporte simultanément représentent une part significative des échanges des pays développés. Ils correspondent à une demande de différence exprimée par les consommateurs des pays à niveau de vie plutôt élevé.

En ce qui concerne l'insertion des pays en développement dans les échanges mondiaux celle-ci présente en général une double marginalisation quantitative et qualitative : la part des pays en développement dans le commerce international reste faible globalement par rapport aux pays développés sauf pour les nouveaux pays industrialisés qui ont pu s'insérer dans le commerce mondial grâce à des stratégies de développement extraverti consistant à rechercher dans le reste du monde des débouchés nécessaires pour entamer la croissance et le développement. Les nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA) ont montré les vertus de l'ouverture sur l'extérieur. La conquête des marchés extérieurs s'est montrée efficace, ils se sont imposés sur les marchés des pays développés et ont remis en cause la division internationale du travail traditionnelle (ou DIT vertical) reposant sur une spécialisation des pays en développement dans la production de produits primaires et celles des pays développés dans la production manufacturière.

Les NPJA ont en commun d'être peuplée, d'où la présence d'une main d'œuvre abondante et peu coûteuse. Ces pays se sont un avantage compétitif apprécié sur le marché mondial, qui leur permet d'amorcer une progressive remontée de filière vers les productions et les technologies à plus forte valeur ajoutée.

La marginalisation qualitative des pays en développement se retrouve dans les produits exportés par la plupart des pays en développement (sauf pour les NPI) et qui sont des produits primaires à faible valeur ajoutée. On parle de spécialisation << poussée¹⁴ >> ou hyperspécialisation des pays en développement lorsque ceux-ci dépendent de un à deux produits primaires représentant l'essentiel de leur recette d'exportation. Les pays en développement forment un groupe hétérogène : certains ont réussi mais l'échec de nombreux PED relativise les vertus de l'insertion dans le commerce international. Certains sont restés dépendant de la spécialisation primaire (les PMA¹⁵ par exemple) : avec leurs produits à faible valeur ajoutée, ils sont victimes de la détérioration des termes de l'échange, sans amélioration de leur niveau de vie et n'arrivent pas à pénétrer les marchés des pays développés et de modifier la nature de leurs exportations.

CONCLUSION :

La dynamique de la mondialisation des échanges se caractérisant essentiellement par une augmentation plus importante des échanges par rapport à la production des richesses mondiales (une fois et demi plus en moyenne) a été favorisée par l'accélération du rythme de l'innovation dans le domaine des technologies de l'information et des communications et aussi par la levée des obstacles liés au commerce dans le cadre du GATT puis de l'OMC. Cela a entraîné les pays à rechercher de nouvelles formes de compétitivités à travers des décompositions des processus productifs. Depuis l'année 2000 ces évolutions en se combinant avec l'arrivée de nouveaux partenaires tel que la Chine et l'Inde ont engendré un déséquilibre entre l'offre et la demande mondiale, redessiné le paysage économique international.

NOTES :

- 1 :HOUDOU.M, RAVET .H : La mondialisation .Ellipses, Paris 2005 P7.
- 2 :LEMOINE.M, MADIES.P, MADIES.T : Les grandes questions d'économie internationale. De Boeck, Paris 2007.
- 3 : ABDELMALKI. L, SANDRETTO. R : Les sept mots du commerce mondial contemporain. Cahiers français n° 229 PP 14 -25.
- 4 : CASTEL. O : Le sud dans la mondialisation,quelles alternatives ?.La découverte.Paris p49.
- 5 : ABDELMALKI.L, SANDRETTO.R, op.cit., p14.
- 6 : CEI : Communauté des états indépendants créée en 1991 et composée des pays issus du démantèlement des pays de l'union des républiques de socialistes soviétiques :
Biélorussie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Tirkhizstan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Russie.
- 7 : OMC rapport 2006.
- 8 :LEMOINE.M, MADIES.P, MADIES.T op.cit., p263.
- 9 : Site Internet :Sommet mondial sur la société d'information :
www.geneve.ch/smsi/welcome.html
- 10 :HANDEVILLE.B, BENMARZOUKA T. : Ouverture et compétitivité des pays en développement. L'harmattan.Paris 2004 p279.
- 11 : Ibid .p 284
- 12 : LEMOINE.M, MADIES.P, MADIES.T. op.cit., 133.
- 13 : SANDRETTO.R : Commerce international. Armand colin Paris 1993 P14.
- 14 : Ibid p14.
- 15 : PMA : Pays moins avancés.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE :

- ABDELMALKI.L, SANDRETTO.R : Les sept mots du commerce mondial contemporain. Cahiers français n° 229 pp14-25
- ANSPERGER. C : critique de l'existence capitaliste, cerf paris 2005
- BEER A (de) « Le télétravail en perspective » futurible n° 317, mars 2006
- BORRIS. JP : commerce inéquitable : le roman noir des matières premières .Hachette 2005
- CASTEL .O, Le sud dans la mondialisation,quelles alternatives .La découverte,Paris 2002 p49.
- De SENARCLENS. P: Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales. Armand colin1998

- DUMAS A : L'Economie mondiale .De boeck Bruxelles 2003
- DEVOUE. E : problèmes économiques contemporains .L'hermès Paris 1994
- HANDEVILLE.B, BENMERZOUKA.T, Ouverture et compétitivité des pays en développement .L'harmattan Paris 2004 p279.
- HOUDOU.M, RAVET.H, La mondialisation .Ellipses, Paris 2005 p7.
- HUGON P : Economie politique international et mondialisation. Economica Paris 1997
- KEBABDJIAN. G : Les théories de l'économie politique internationales, Seuil, Paris, 1999
- KHAVAND. F : Le nouvel ordre commercial mondial, Nathan, Paris1995
- KRUGMAN P.R : La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre échange; La découverte Paris 1998
- LAFAY. G et HERZOG. N : Nations et mondialisation. Economica, Paris 1999.
- MUCCHIELLI. P : Relations économiques internationales. Hachette Paris 2001
- LEMOINE.M, MADIES.P, MADIES.T:Les grandes questions d'économie et finance internationale .De boeck, Paris 2007 p 30.
- PANTZ .D : Institutions et politiques commerciales internationales. Armand Collins, Paris 1998
- RAINELLI. M : Le commerce international .Approches Casbah, Éditions 1999
- RAPPORT DE L'OMC 2006
- REICH. R : L'économie mondialisée .Dunod Paris1993
- SANDRETTO. R : Le commerce international, Armand Colin, Paris1993
- SIROEN. JM : L'Economie mondiale. contraintes et perspectives. Armand Colin Paris 1993